



26 novembre 2019

(19-8079)

Page: 1/2

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

**UNION EUROPÉENNE – PROJET DE RÈGLEMENT DE LA COMMISSION ÉTABLISSANT DES EXIGENCES EN MATIÈRE D'ÉCOCONCEPTION POUR LES DISPOSITIFS D'AFFICHAGE ÉLECTRONIQUE, CONFORMÉMENT À LA DIRECTIVE 2009/125/CE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL, MODIFIANT LE RÈGLEMENT (CE) N° 1275/2008 DE LA COMMISSION ET ABROGEANT LE RÈGLEMENT (CE) 642/2009 DE LA COMMISSION (ET SES ANNEXES)**

**DÉCLARATION DE LA CHINE AU COMITÉ DES OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE  
13-15 NOVEMBRE 2019**

La communication ci-après, datée du 13 novembre 2019, est distribuée à la demande de la délégation de la Chine.

---

1.1. L'Union européenne a publié la notification OTC concernant le Projet de règlement de la Commission établissant des exigences en matière d'écoconception pour les dispositifs d'affichage électronique dans le document [G/TBT/N/EU/609](#) en date du 9 octobre 2018. Après la période prévue pour la présentation des observations, la Commission européenne a révisé le règlement et annoncé une nouvelle version le 8 mai 2019. Par rapport à la version initiale, la nouvelle version est beaucoup plus stricte et ajoute de nouvelles exigences, en particulier pour interdire l'utilisation des retardateurs de flamme halogénés. Ainsi, nous sommes préoccupés par les points suivants:

- a. Ces nouvelles exigences devraient être notifiées à l'OMC et il faudrait que les autres Membres aient la possibilité de formuler des observations.
- b. Nous suggérons que l'UE lève l'interdiction d'utiliser des retardateurs de flamme halogénés figurant dans la partie D4 de l'annexe II.
  - i. Par rapport à la notification OTC, la nouvelle version publiée par l'UE introduit certaines nouvelles exigences portant sur le contrôle des retardateurs de flamme halogénés qui figurent à la partie D4 de l'annexe II, à savoir, l'interdiction d'utiliser ces retardateurs dans les cadrans et les socles des dispositifs d'affichage électronique. Compte tenu de l'incidence non négligeable de ces exigences sur l'industrie chimique et l'industrie des plastiques au niveau mondial, la modification est notable. Toutefois, l'UE n'a pas notifié les Membres de l'OMC de ce changement, ce qui semble enfreindre le principe de transparence défendu par l'Organisation.
  - ii. D'un point de vue scientifique, la recherche toxicologique et l'évaluation des risques inhérents à tout produit chimique se fondent sur une substance chimique unique plutôt que de se baser sur une classe de substances chimiques. En ce qui concerne les retardateurs de flamme halogénés, il existe près de 100 retardateurs de flamme bromés et chlorés. Partir du principe que toutes les substances chimiques contenant des halogènes possèdent les mêmes caractéristiques équivaut à une simplification excessive. Sous l'impulsion du développement technologique, il est probable que d'autres retardateurs de flamme halogénés verts et respectueux de l'environnement soient créés dans le futur. En outre, les retardateurs de flamme tant halogénés que non halogénés contiennent certaines

substances dont la dangerosité pour l'environnement et la population a été prouvée. Par exemple, la Directive RoHS de l'UE limite l'utilisation de PBB et de PBDE, deux retardateurs de flamme halogénés, alors que le Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage classe la plupart des retardateurs de flamme contenant des phosphates dans la catégorie des H400 ou H410, ce qui laisse penser qu'ils sont très toxiques pour les organismes aquatiques. Ainsi, jamais aucune réglementation n'a interdit une catégorie de retardateurs de flamme contenant un élément en particulier simplement parce qu'un ou plusieurs des retardateurs contenant cet élément présentait des risques. En fait, même la Commission électrotechnique internationale (CEI) a stoppé, successivement, l'établissement de normes concernant deux retardateurs faiblement halogènes en 2018, à savoir, le PT63031 et le PAS63015.

- iii. Les plastiques composés de retardateurs de flamme halogénés possèdent un avantage unique en matière de recyclage. Leur capacité à être réutilisés dépend principalement des propriétés physiques et chimiques des plastiques et des retardateurs de flamme. Actuellement, les cadrans de téléviseurs sont en grande partie faits d'ABS, de polystyrène à haut impact (HIPS), d'alliages polymères PC/ABS et PPO/HIPS. Parmi ceux-ci, l'ABS et le HIPS ne peuvent pas satisfaire à toutes les prescriptions en matière d'inflammabilité, sauf si on les mélange avec des retardateurs de flamme bromés qui sont généralement des triazines bromés et du DBDPE. Les alliages polymères PC/ABS et PPO/HIPS sont principalement utilisés avec des retardateurs de flamme diphosphates tels que le RDP et le BDP. La température de préformation de ces plastiques est généralement comprise entre 200 et 240 °C. Parmi les retardateurs de flamme susmentionnés, la température de décomposition thermique des deux retardateurs bromés dépasse les 320 °C, tandis que celle des retardateurs de flammes diphosphates se situe autour de 280 °C. D'après le procédé de recyclage mécanique des plastiques, une température de décomposition thermique plus élevée des retardateurs de flamme implique généralement une plus grande stabilité à une température de transformation élevée et une plus grande facilité pour ce qui est du recyclage mécanique. Comme le montre la pratique, l'ABS contenant des retardateurs de flamme halogénés peut conserver ses propriétés ignifuges après quatre ou cinq cycles de recyclage. On en déduit donc clairement l'avantage que présentent les plastiques contenant des retardateurs de flamme halogénés pour ce qui est du recyclage.

1.2. Si la disposition ne peut pas être supprimée, l'UE est invitée à fournir le rapport d'évaluation scientifique sur l'interdiction des retardateurs de flamme halogénés. Il est en outre proposé que l'UE établisse la liste des retardateurs de flamme halogénés dont l'utilisation est interdite et fournisse les plafonds et les méthodes d'essai relatifs aux halogènes sur des bases scientifiques, en référence à la Convention de Stockholm des Nations Unies, au Règlement REACH et à la Directive RoHS ou à d'autres règlements pertinents.

---